

Rapport du directeur exécutif

TIRER PROFIT DU CHANGEMENT POUR ATTEINDRE UN OBJECTIF COMMUN



COMMISSION
DE COOPÉRATION
ENVIRONNEMENTALE





Message du directeur exécutif

Richard A. Morgan
Directeur exécutif

J'ai le plaisir de présenter un résumé des principales réalisations de la CCE et des progrès les plus notables qu'elle a accomplis au cours des douze derniers mois, ainsi que ma vision de notre avenir. Le présent rapport du directeur exécutif de septembre 2021 porte sur l'année durant laquelle les nouveaux accords de libre-échange et de coopération environnementale sont entrés en vigueur. Il décrit également les travaux exécutés afin de mener à terme le Plan opérationnel pour 2019 et 2020 et de commencer à mettre en œuvre le Plan stratégique de la CCE pour 2021 à 2025, que le Conseil a adopté lors de sa session de 2020.

Dans le rapport de l'an dernier, j'ai décrit les nombreux éléments fondamentaux que nous avons mis en place pour lancer nos travaux et obtenir des résultats au cours des dix années à venir, et ce, dans l'esprit des priorités que le Conseil a établies. Nous devons nos nombreux succès à un niveau élevé de coopération et de réseautage, et au fait que nous investissons continuellement dans notre avenir. Je salue le Conseil pour sa diligence et son engagement relativement à ces investissements, notamment le transfert d'un million de dollars par les États-Unis afin de renforcer la justice environnementale et la résilience face au climat, ainsi que le déblocage à court terme des fonds de la CCE en vue d'entreprendre des activités constructives à grande échelle.

À mesure que le temps passe, les possibilités de trouver des solutions aux problèmes urgents attribuables aux changements climatiques et à d'autres enjeux environnementaux sont de moins en moins nombreuses. Néanmoins, les gouvernements et les collectivités sont de plus en plus déterminés à redoubler d'efforts pour favoriser le développement durable (ce qui comprend la lutte contre les changements climatiques). Le Secrétariat tient à poursuivre ses importantes discussions avec le Conseil afin de veiller à ce que l'ambitieux programme de la CCE reflète le besoin urgent de mesures et d'un renforcement des capacités au sein des organisations et des collectivités.

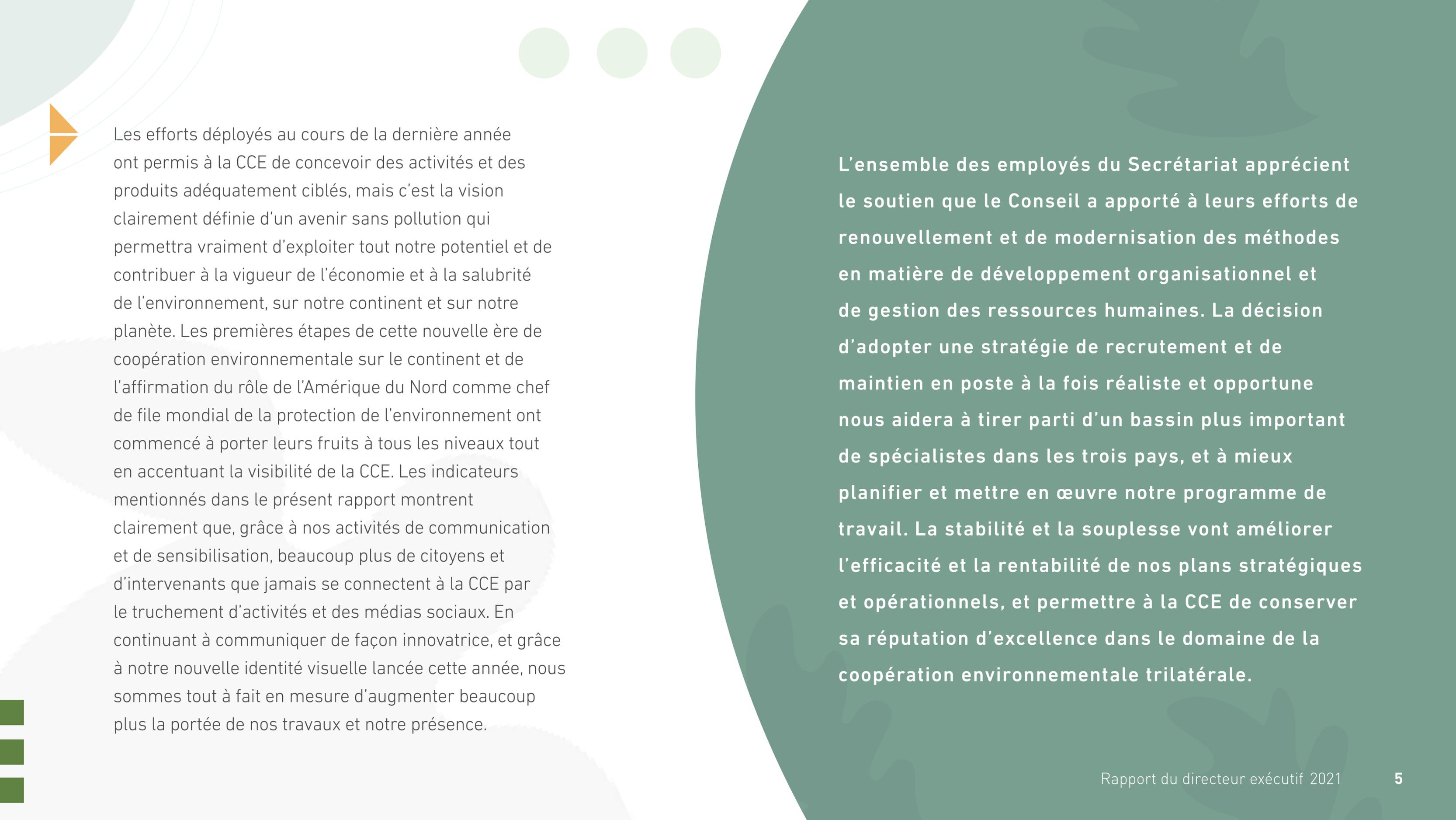


En 2020, la CCE a dû composer avec l'incertitude qu'a suscitée la pandémie de COVID-19, qui nous a obligés à modifier radicalement notre milieu de travail. En 2021, nous avons continué à relever les défis sans précédent auxquels cette nouvelle réalité a donné lieu. Malgré ces changements au sein du milieu de travail et dans les travaux cadrant avec les projets de la CCE, je suis très fier de ce que les employés du Secrétariat ont accompli; ils ont travaillé sans relâche et collaboré avec nos groupes consultatifs, les représentants des gouvernements, nos collaborateurs et nos partenaires afin de mener à bien notre mission et de planifier les prochains mois d'activité. Comme en témoignent les résultats obtenus (que je décrirai ci-après), la CCE a exploité les capacités uniques qu'elle possède pour créer des outils, concevoir et offrir des formations, sensibiliser davantage le public, échanger de l'information, mobiliser de nombreux intervenants et traiter les communications du public sur des questions d'application de la législation de l'environnement à l'échelle du continent nord-américain.





Ce que nous avons fait tous ensemble en 2020-2021 a eu des répercussions positives notamment dans les domaines suivants : la prévention et la réduction des déchets marins; la conservation des pollinisateurs; la préservation des aires marines protégées; la prise de décisions plus avisées à l'aide de nouvelles données cartographiques; la normalisation des méthodes d'établissement du coût des inondations; l'amélioration des systèmes d'alerte rapide en cas de sécheresse; et la modernisation des échanges de données sur les transferts de déchets dangereux. Nous avons aidé le Comité consultatif public mixte (CCPM) à mener des consultations publiques et à formuler des recommandations sur les possibilités à venir. Nous avons aussi mis sur pied une activité écologique traditionnelle avec le Groupe de spécialistes des connaissances écologiques traditionnelles (GSCET); terminé un cycle de subventions du Partenariat nord-américain pour l'action communautaire en environnement (PNAACE) afin de favoriser la mobilisation des collectivités autochtones et locales et d'appuyer leurs activités; et lancé la cinquième édition du populaire Défi Innovation jeunesse, qui fait la promotion de solutions pour lutter contre les changements climatiques et garantir la justice environnementale à l'égard des collectivités résilientes. Par ailleurs, nous avons travaillé de concert avec des entreprises afin de mesurer et de réduire la perte et le gaspillage des aliments (PGA), mais aussi de plaider plus efficacement pour que l'ensemble des chaînes d'approvisionnement alimentaire d'Amérique du Nord prennent des mesures pour diminuer cette PGA. À propos de commerce et d'environnement, le Secrétariat a renforcé ses méthodes de gestion afin que le secteur privé participe davantage à nos activités. Nous renforçons également nos capacités en matière d'organisation et de ressources humaines afin de tenir pleinement compte du point de vue des Autochtones à l'égard de l'ensemble de nos projets et activités.



Les efforts déployés au cours de la dernière année ont permis à la CCE de concevoir des activités et des produits adéquatement ciblés, mais c'est la vision clairement définie d'un avenir sans pollution qui permettra vraiment d'exploiter tout notre potentiel et de contribuer à la vigueur de l'économie et à la salubrité de l'environnement, sur notre continent et sur notre planète. Les premières étapes de cette nouvelle ère de coopération environnementale sur le continent et de l'affirmation du rôle de l'Amérique du Nord comme chef de file mondial de la protection de l'environnement ont commencé à porter leurs fruits à tous les niveaux tout en accentuant la visibilité de la CCE. Les indicateurs mentionnés dans le présent rapport montrent clairement que, grâce à nos activités de communication et de sensibilisation, beaucoup plus de citoyens et d'intervenants que jamais se connectent à la CCE par le truchement d'activités et des médias sociaux. En continuant à communiquer de façon innovatrice, et grâce à notre nouvelle identité visuelle lancée cette année, nous sommes tout à fait en mesure d'augmenter beaucoup plus la portée de nos travaux et notre présence.

L'ensemble des employés du Secrétariat apprécie le soutien que le Conseil a apporté à leurs efforts de renouvellement et de modernisation des méthodes en matière de développement organisationnel et de gestion des ressources humaines. La décision d'adopter une stratégie de recrutement et de maintien en poste à la fois réaliste et opportune nous aidera à tirer parti d'un bassin plus important de spécialistes dans les trois pays, et à mieux planifier et mettre en œuvre notre programme de travail. La stabilité et la souplesse vont améliorer l'efficacité et la rentabilité de nos plans stratégiques et opérationnels, et permettre à la CCE de conserver sa réputation d'excellence dans le domaine de la coopération environnementale trilatérale.



Réalisations de la dernière année grâce à la coopération trilatérale

Le 30 juin 2021, la CCE a terminé la mise en œuvre de son Plan opérationnel pour 2019 et 2020, qui comprenait dix projets et trois activités, et a accompli le cycle de subventions du PNAACE pour 2019 et 2020. La présente section décrit certaines des activités menées depuis juin 2020.



Prévention et réduction des déchets marins

Le problème des déchets marins est mondial et nuit au bien-être des économies, des écosystèmes et des collectivités. Cette année, la CCE a publié le document intitulé ***Agir localement afin de réduire les déchets marins : Trousse d'outils pour mobiliser les collectivités***, afin de renforcer la capacité des organismes communautaires et des administrations locales à mobiliser efficacement de nombreux intervenants. Par ailleurs, la CCE a sensibilisé plus adéquatement le public à propos de l'incidence sur les déchets marins du comportement des consommateurs qui résident à l'intérieur des terres, en produisant la ***trousse d'outils Dernier arrêt : l'océan***, qui fournit des outils à utiliser dans le cadre des campagnes de prévention des déchets marins.



Collaboration en vue de conserver les pollinisateurs



Les pollinisateurs favorisent la reproduction de la majorité des plantes sauvages et de 75 % des espèces cultivées, et ils s'avèrent essentiels à la sécurité alimentaire, au bien-être socioéconomique et aux écosystèmes naturels. Malheureusement, leur nombre a décliné à l'échelle planétaire pour de nombreuses raisons, et il est donc urgent que de plus en plus d'intervenants prennent des mesures de conservation fondées sur des données probantes. La CCE a recueilli des données de référence et réuni des spécialistes des trois pays afin d'élaborer le premier **cadre de conservation des pollinisateurs en Amérique du Nord**, et de préparer le terrain en vue d'une collaboration régionale au sujet de leur conservation.



Renforcement de la capacité d'adaptation des aires marines protégées



Les aires marines protégées (AMP) sont essentielles au maintien de la résilience des océans et des régions côtières à condition qu'on les gère adéquatement en réponse à des menaces comme le réchauffement des océans, la modification des espèces et les catastrophes naturelles. Forte de nombreuses années de collaboration dans ce domaine, la CCE a conçu un **nouveau module de formation**, et formé des formateurs et des équipes régionales à l'utilisation de la ***Trousse d'outils d'adaptation aux changements climatiques pour les aires marines et côtières protégées*** que la Commission a élaborée. Elle a également travaillé de concert avec ses partenaires afin d'appuyer le Réseau nord-américain d'aires marines protégées (RNAAMP), et ce, en établissant un plan d'action axé sur la collaboration sur des priorités communes, en offrant une formation relative aux dangers côtiers, et en mettant à jour l'information sur l'état de la science et de la conservation du carbone bleu en Amérique du Nord.

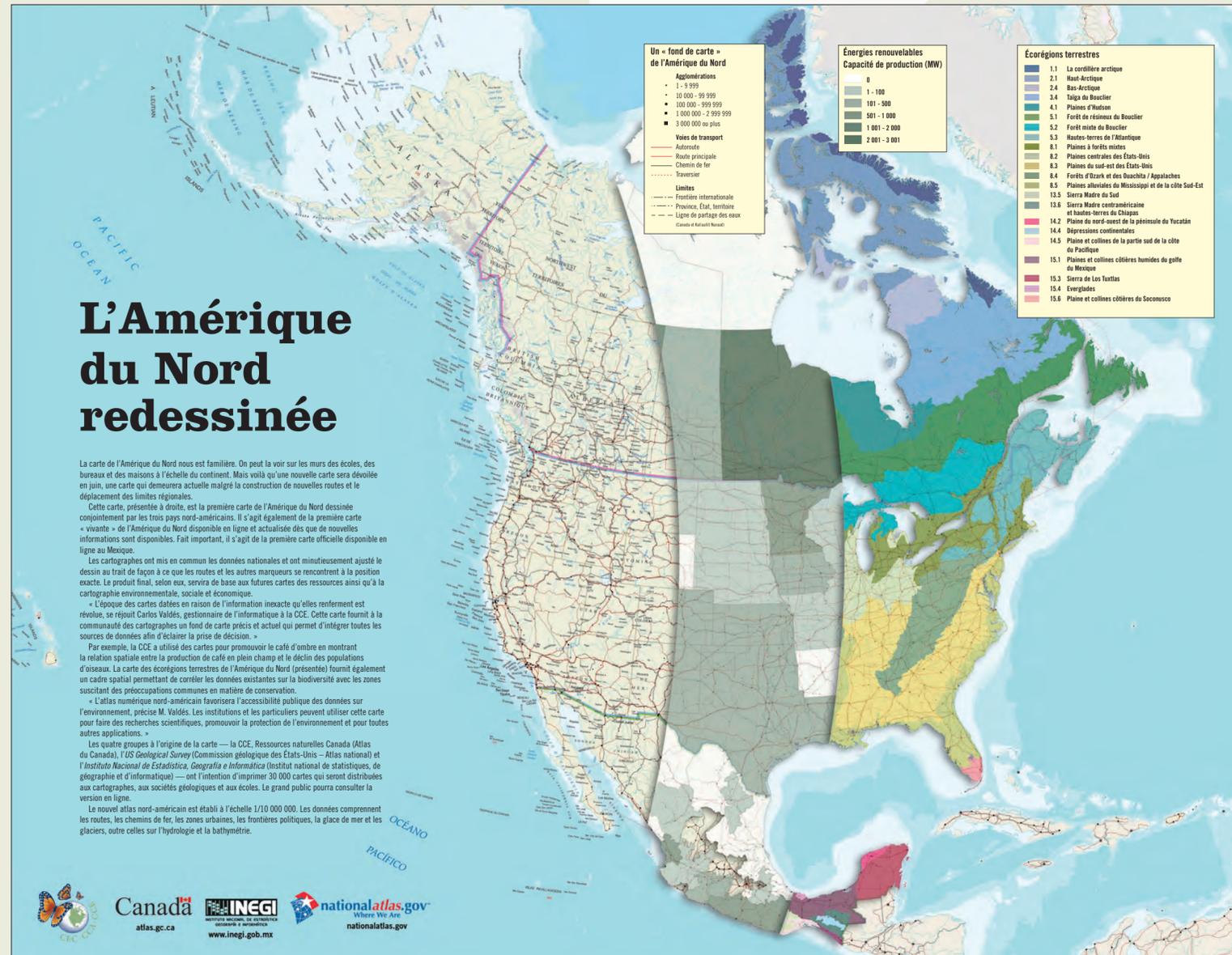
De nouvelles cartes!



L'Atlas environnemental de l'Amérique du Nord et le Système nord-américain de surveillance des changements dans la couverture terrestre (NALCMS) que la CCE a conçus produisent des données cartographiques précises permettant d'établir des cartes, des documents et des couches cartographiques interactives, et d'offrir ainsi une perspective continentale des enjeux environnementaux transfrontaliers, et d'éclairer la recherche et la prise de décisions. Ces cartes régionales ont été mentionnées dans plus de 63 publications, dont des articles de périodiques, des chapitres de livres, des exposés lors de conférences, des thèses de doctorat et des rapports gouvernementaux.



De nouvelles cartes!



En mai 2020, nous avons lancé le nouveau visualiseur de cartes, qui a multiplié par deux le nombre de visites sur le site Web de l'Atlas par rapport à 2019. En décembre 2020, la CCE a publié les documents intitulés *Changements dans la couverture terrestre, 30 m, 2010-2015*, et *ArcGIS Online StoryMap*, et ce dernier expose des récits de premier plan sur les changements que subit notre continent. Ces documents cartographiques ont été présentés dans le numéro de mai-juin 2021 du magazine Canadian Geographic et choisis pour être incorporés à l'ArcGIS Living Atlas of the World. Enfin, en mai 2021, la CCE a publié une version à jour de la **couche cartographique du carbone bleu** en Amérique du Nord et, le mois dernier, une version à jour de la **couche cartographique des écorégions terrestres d'Amérique du Nord**. Elles sont consultables sur la page de la CCE consacrée à l'Atlas environnemental de l'Amérique du Nord.

Coût des inondations

Il est essentiel de connaître le coût financier des inondations et des autres événements météorologiques et climatiques extrêmes pour pouvoir en gérer les répercussions, allouer des ressources adéquates à la surveillance et à la préparation, et renforcer la résilience des collectivités. À l'heure actuelle, les méthodes d'évaluation des coûts des dommages causés par les inondations varient grandement à l'échelle nord-américaine. Pour s'attaquer à ce problème, la CCE a élaboré une méthode **normalisée d'établissement des coûts des inondations**, publiée en novembre 2020 dans l'*International Journal of Disaster Risk Reduction* (IJDRR). Une deuxième publication révisée par des pairs, qui contient des études de cas appliquant cette méthode aux événements extrêmes partout en Amérique du Nord, figurera dans l'IJDRR d'ici la fin de l'année. La CCE a également publié un **exposé de politique** qui recommande des études des répercussions économiques des risques survenant en rafale, et qui tient compte de la connaissance qu'ont les Autochtones des répercussions des inondations, et de leur façon de les mesurer.



Amélioration de l'efficacité des systèmes d'alerte rapide en cas de sécheresse



La sécheresse et les risques qui y sont associés, notamment les feux incontrôlés, les inondations et les glissements de terrain, ont des répercussions considérables sur les plans économique, environnemental et social. Même si les systèmes de surveillance des conditions de sécheresse et d'alerte rapide peuvent aider les décideurs à atténuer les incidences négatives, les planificateurs locaux, les gestionnaires de situation d'urgence et les autres intervenants s'interrogent sur les indicateurs précoces et les outils de planification les plus appropriés. Pour gérer ces enjeux, la CCE a établi des indicateurs localement pertinents pour les régions climatiques de l'Amérique du Nord (dans le ***Guide des indices et indicateurs de sécheresse utilisés en Amérique du Nord***, publié en mai 2021), et formule des recommandations en vue d'améliorer l'accès aux outils de gestion des sécheresses et leur utilisation.

Modernisation du système d'échange de données sur les transferts de déchets dangereux



En vertu des règlements en vigueur, le Canada, le Mexique et les États-Unis contrôlent l'importation et l'exportation de déchets dangereux en échangeant des avis et des consentements avant d'expédier ces déchets à l'étranger. Au cours de la dernière année, la CCE a aidé ces pays à mettre à jour et à améliorer leur système dénommé *Notice and Consent Electronic Data Exchange* (NCEDE, échange électronique de données de notification et de consentement) afin de faciliter l'échange direct d'avis relatifs aux mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de tenir compte de la mise à jour des règlements. L'amélioration de cet échange d'information améliore directement la protection de l'environnement et réduit les risques connexes pour la santé, grâce à une surveillance et à un contrôle plus efficaces de ce type de déchets.

Mobilisation des collectivités autochtones et recours aux connaissances écologiques traditionnelles



Les membres du Groupe de spécialistes des CET de la CCE (Michael Vegh, Amelia Reyna Monteros Guijón, Kathy Hodgson-Smith, María del Pilar García Hernández et Cessia Esther Chuc Uc).

En septembre 2020, la CCE a publié quatre rapports sur la mobilisation des collectivités autochtones et de leurs spécialistes des connaissances écologiques traditionnelles (CET) au Canada, au Mexique et aux États Unis. Ces rapports comprennent un résumé des cadres et des mécanismes pertinents liés à la mobilisation des collectivités autochtones et locales dans les trois pays, des exemples d'application réussie des CET par diverses organisations, et un examen de la mobilisation des peuples et des collectivités autochtones par la CCE au cours des quelque 25 dernières années.

Le Groupe de spécialistes des CET que la CCE a mis sur pied s'est réuni régulièrement tout au long de l'année, par vidéoconférence, afin de discuter de l'élaboration d'une activité liée aux CET que le Conseil a approuvée et que la CCE lancera à l'automne de 2021. Ce groupe a également tenu une réunion conjointe avec les membres du CCPM au cours de laquelle ils ont convenu de collaborer plus étroitement en vue de favoriser la prise en compte des CET et du point de vue des Autochtones dans toutes les activités de la CCE.



Les collectivités ouvrent la voie



PNAACE

Le Partenariat nord-américain pour l'action communautaire en environnement (PNAACE) est un programme de subventions qui permet à des collectivités locales et autochtones d'élaborer des projets environnementaux à l'échelle locale qui portent sur les questions prioritaires choisies par le Conseil. Durant le cycle de 2019 et de 2020 du PNAACE, onze projets environnementaux communautaires exécutés à divers endroits en Amérique du Nord et financés par la CCE visaient à aider ces collectivités à s'adapter aux événements extrêmes et aux changements climatiques. Même si certains de ces projets ont pris du retard en raison de la pandémie de COVID-19, les onze bénéficiaires d'une subvention ont réussi à mener leur projet à terme.

Il s'agissait notamment des projets suivants :

- **Resilient Power Puerto Rico** a permis d'alimenter en électricité d'origine solaire la collectivité de Llanos, dans le secteur El Juicio, grâce à l'organisme Armonia en la Montaña, et de garantir que la population locale aura continuellement accès à de la nourriture et à des fournitures médicales adéquatement réfrigérées.
- **L'organisme Flor de Maiz** a donné lieu à une collaboration avec des collectivités de la région mexicaine de Sierra Sur de Oaxaca afin d'élaborer un programme éducatif destiné à aider les enseignants et les gestionnaires, ainsi que du matériel pour les écoles de la région où se donnaient les ateliers de formation, dans le but de sensibiliser la population à la gestion intégrée des risques et de la vulnérabilité aux catastrophes.
- **The Confederacy of Mainland Mi'kmaq**, qui a recours aux pratiques Intelli-feu et aux connaissances traditionnelles, a mis en place des mesures d'atténuation des feux incontrôlés au sein des collectivités micmaques participantes installées à l'intérieur des terres de la Nouvelle-Écosse.

Renforcement du leadership des jeunes

Constitué par la CCE en 2019, le Réseau nord-américain pour l'écoinnovation encourage la création de centres d'innovation dans les établissements d'enseignement d'Amérique du Nord, en nouant davantage de liens entre eux et en offrant directement aux jeunes de tout le continent des possibilités et des ressources axées sur la création d'entreprises « vertes », l'innovation et la conception durable grâce à des échanges entre établissements et à diverses activités. Les réalisations notables de la dernière année comptent les suivantes : la constitution d'un groupe d'ambassadeurs des jeunes, composé de dix membres issus des universités membres du Réseau; l'échange des ressources du Réseau entre les jeunes grâce à des activités en ligne et en personne (dont la série d'ateliers consacrés à l'entrepreneuriat vert qui a rassemblé de nombreux participants); un projet pilote mené par une entreprise en démarrage, qui visait à promouvoir des habitudes de consommation durable au sein de la communauté étudiante grâce à des activités éducatives, technologiques et artistiques.



Défi Innovation jeunesse

L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL POUR LA DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

[CEC.SUBMITTABLE.COM](https://cec.submittable.com)
#JEUNESINNOVATEURS



Sur le thème de *L'entrepreneuriat social pour la durabilité environnementale*, la quatrième édition du Défi Innovation jeunesse de la CCE (en 2020) a suscité la présentation de près de 200 propositions et, pour la première fois, ce sont des femmes qui ont proposé les trois solutions gagnantes. Il s'agissait d'une entreprise visant à lutter contre le gaspillage alimentaire qui s'est déjà imposée en ligne et a créé une plateforme de commerce électronique; d'un bioplastique entièrement biodégradable et compostable, dont la fabrication a déjà commencé grâce au fonds de démarrage fourni par la CCE; et d'une marque de cheveux synthétiques qui remplace les produits capillaires nocifs par des produits compostables. Ce produit récemment commercialisé est destiné à aider les membres des collectivités visées à se procurer des rallonges de cheveux durables et non dommageables pour la santé.



Défi Innovation jeunesse



En juin 2021, à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, la CCE a lancé la cinquième édition du Défi Innovation jeunesse. Cette année, elle a invité les jeunes à proposer des solutions innovatrices pour lutter contre les changements climatiques, garantir la justice environnementale et renforcer la résilience des collectivités. Pour la toute première fois, la CCE a choisi quatre gagnants (les trois pays avaient le droit d'en désigner plusieurs) et a porté à 15 000 \$ CA la subvention accordée. Les solutions gagnantes en 2021 sont les suivantes : un procédé biologique permettant d'éliminer des déchets de plastique au moyen de microbes brevetés qui facilitent la dégradation de ces déchets en quelques semaines; un dispositif qui protège les ruchers, notamment en prévenant les infestations de fourmis et en assurant un apport en eau durant les périodes de sécheresse et les saisons sèches aux collectivités marginalisées qui connaissent un déclin des populations d'abeilles à miel; un programme pilote de formation continue visant à soutenir les familles de producteurs forestiers au moyen d'outils et d'une formation qui permettent aux collectivités et aux dirigeants locaux de se donner des moyens de production durable; une solution destinée à transformer les émissions fugitives de CO₂ provenant des centrales électriques au charbon en produits solaires durables, tout particulièrement en vue d'aider les collectivités marginalisées situées à proximité de telles centrales. Les gagnants auront la possibilité de présenter leur solution durant la séance publique du Conseil.

Le point à propos du processus de communication sur les questions d'application (SEM)

Le Secrétariat a reçu de nouvelles communications en vertu du chapitre 24 de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM). En décembre 2020, il s'agissait de la première communication présentée dans le cadre ce nouvel accord commercial trilatéral, et elle portait sur l'application des dispositions prescrivant la protection de la tortue caouanne (*Caretta caretta*) au Mexique. Les auteurs (deux organisations non gouvernementales) allèguent que le Mexique omet d'assurer l'application efficace des mesures visant à protéger et à conserver la tortue caouanne en vertu des lois de l'environnement du pays. Le Secrétariat a recommandé la constitution d'un dossier factuel relativement à cette communication. Il a reçu une deuxième communication dans laquelle l'auteur allègue que le projet d'agrandissement du terminal Fairview, à Prince Rupert (Colombie-Britannique), au Canada, provoque du bruit et des vibrations, et qu'il a des effets néfastes sur la qualité de l'air.

L'Unité des affaires juridiques et des communications sur les questions d'application est en train de constituer le dossier factuel relatif à la communication *Metrobús Reforma*, après avoir reçu des instructions du Conseil à cet effet en décembre 2020.

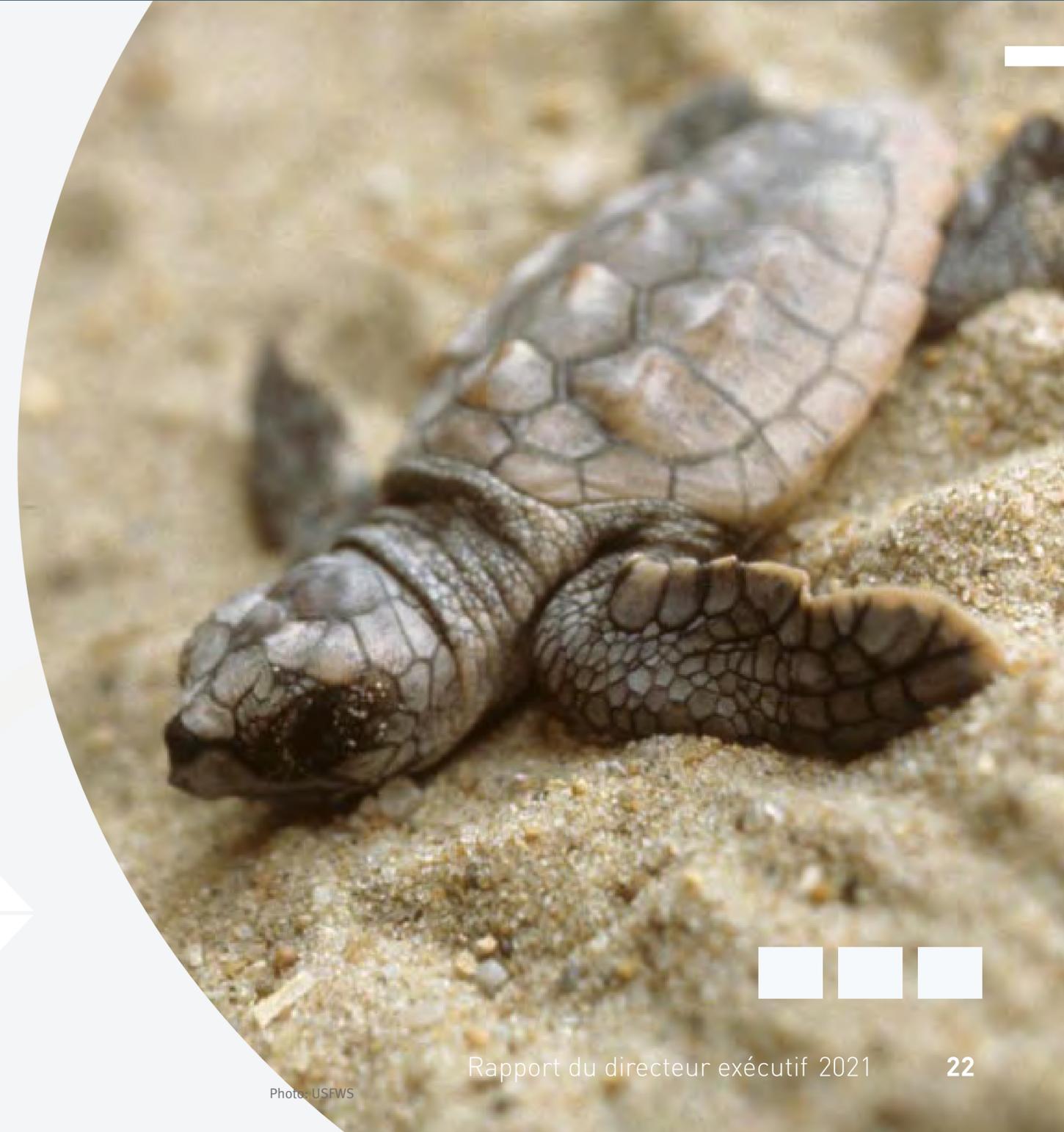


Photo: USFWS

Communications et sensibilisation



Durant la mise en œuvre du Plan opérationnel pour 2019 et 2020, l'équipe des communications de la CCE a réussi à atteindre un nombre sans précédent de résidants d'Amérique du Nord. Nos efforts en vue d'accentuer la visibilité de la Commission et de sensibiliser davantage le public aux principaux défis environnementaux définis par le Conseil ont incité une grande variété d'intervenants à agir et à prendre des engagements. En particulier, la CCE a été beaucoup plus présente dans les médias sociaux, car elle a mené ses travaux et activités exclusivement en ligne. Il faut noter que la présence de la CCE sur Twitter a fortement progressé (une hausse de 104 % des personnes touchées que lors du précédent cycle, et dans les trois langues), et le nombre d'abonnés à la CCE sur Twitter a augmenté de 30 %. La progression totale dans les médias sociaux a largement dépassé nos objectifs, avec une croissance de 18 % sur l'ensemble de nos plateformes, à savoir Twitter, Facebook, Instagram et LinkedIn. Après une refonte réussie de notre stratégie de distribution des communiqués et des bulletins, notre taux de base a presque doublé en atteignant 38 %. Malgré les défis uniques qu'a suscités la pandémie de COVID-19, la CCE a réussi à s'adapter et à tirer parti des possibilités qui se sont présentées en renforçant sa présence en ligne.

Communications et sensibilisation

Au cours de la dernière année, la CCE a élargi la portée de ses activités en mobilisant activement des groupes plus diversifiés et plus inclusifs d'intervenants et de collaborateurs. Elle s'est imposée davantage comme un modèle de collaboration et de réussite : en organisant (seule ou conjointement) douze événements avec des organisations locales, régionales et internationales ou en y étant invitée; en touchant plus de 2 000 personnes, ce qui a fait fortement augmenter le nombre de ses abonnés dans les médias sociaux et d'organisations partenaires faisant une promotion active de ses travaux dans ces mêmes médias. Par ailleurs, la création par la CCE de la première plateforme de gestion des intervenants a permis d'élaborer des stratégies de sensibilisation efficaces et a facilité la communication directe avec les groupes d'intervenants sous-représentés.



Communications et sensibilisation

Durant l'année écoulée, le nombre d'intervenants souhaitant collaborer avec la CCE a augmenté de 43 % par rapport à 2019. Parmi eux, on compte divers secteurs de la société, dont des établissements d'enseignement, des gouvernements, des organisations internationales, des ONG et des entreprises privées, mais aussi des personnes représentant les jeunes et les collectivités autochtones. La CCE s'est associée à plus de 21 organisations nationales, régionales et internationales dans le cadre d'une grande variété d'activités en ligne, lors desquelles on a salué sa contribution à l'organisation, à l'élaboration d'outils et à l'animation de discussions visant à échanger des connaissances. En cette année d'incertitude et de constante adaptation, la CCE a réussi à s'acquitter encore mieux de sa mission, à savoir la sensibilisation accrue du public aux priorités environnementales en Amérique du Nord.





COMMISSION
DE COOPÉRATION
ENVIRONNEMENTALE